

Arrêté n° 2022 – 161 du 30 août 2022

Portant sur la réglementation temporaire de la circulation, en agglomération, pour des travaux concernant la route communale, Passage de la République

**Cédric MAUREL, Maire de Bessières,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2211-1, L.2212-1 et suivants, L.2213-1 et suivants ;

Vu le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020 au cours de laquelle il a été procédé à l'élection du maire ;

**Vu** le Code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.511-1 et suivants ;

**Vu** le Code de la route et notamment ses articles R. 110-1, R. 110-2, R. 411-5, R. 411-8 et R. 411-25 à R. 411-28 ; R.417-10 ;

**Vu** le Code Pénal, notamment son article R610-5 ;

**Vu** le Code de la voirie routière ;

**Vu** l'état de lieux ;

**Vu** la demande présentée le 30/08/2022 par l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES, Allée de Longueferre, 31850 MONTRABE, pour la réalisation de travaux de création de réseaux ;

**Vu** l'arrêté de voirie N° 118-2022 du Président de la Communauté de Communes Val'Aïgo ;

**Considérant** que cette intervention risque de perturber le trafic routier sur le Passage de la République, en agglomération ;

**Considérant** la nécessité de prendre des mesures de sécurité afin d'assurer, la sécurité des riverains, des piétons et des usagers du Passage de la République, en agglomération ;

**ARRETE**

**Article 1** : La circulation de tous les véhicules sera temporairement réglementée sur la voie communale, Passage de la République, en agglomération, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable à partir du 06 septembre et jusqu'au 15 septembre 2022.

**Article 2** : Sur la section de voie et au droit de la zone où se situe les travaux cités à l'article 1 du présent arrêté et durant la période d'exécution de ce chantier dans les deux sens de circulation :

- Le Passage de la République sera barré du côté de la rue du Troumajou
- La circulation des véhicules se fera depuis l'accès côté Chemin Lassalle
- Le stationnement sera interdit et considéré gênant
- La circulation sera interdite sur la voie suivant l'importance des travaux

**Article 3** : La desserte des propriétés riveraines sera constamment assurée.

**Article 4 :** La signalisation au droit et aux abords du chanifler sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin de la procédure, sous contrôle de l'entreprise BOUYGUES ENERGIES SERVICES.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 06 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation provisoire.

**Article 5 :** Concernant le stationnement interdit et considéré gênant, une signalisation conforme au code de la route et aux dispositions de huitième partie du livre 1 de l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière, sera mise en place par **le pétitionnaire** 8 jours à l'avance.

La pose des panneaux étant indispensable pour obtenir l'enlèvement d'un véhicule gênant, **le pétitionnaire** doit demander à la Police Municipale (tel : 05.61.84.55.64) de constater la conformité de la signalisation dans le délai prescrit.

**Le pétitionnaire** devra assurer que les panneaux de réservation de stationnement avec l'arrêté correspondant, seront maintenus en position depuis la constatation, jusqu'à la fin de l'intervention.

Le service de Police Municipale est chargé de faire mettre en fourrière, aux frais de leurs propriétaires, les véhicules stationnant aux endroits définis à l'article 1, ces stationnements étant qualifiés de gênant (article R.417-10 du Code de la Route).

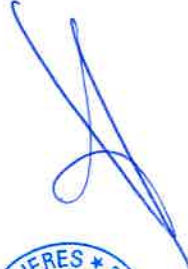
**Article 6 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :** Mme La Collaboratrice de cabinet, le Chef de Service de Police Municipale et le Commandant la Communauté de Brigade de l'Union sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en lieux accoutumés et sur site.

**Article 8 :** Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Bessières, le 30/08/2022

Le Maire,



Cédric MAUREL

Certifié exécutoire

Compte tenu de l'affichage en date du :